

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1534

Artikel: Entreprise : le café à tout prix
Autor: Danesi, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008766>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Prodi sur l'accélérateur et Villiger sur le frein

Coincidence parfaite de propos contradictoires. Alors que Kaspar Villiger annonce de sévères coupes budgétaires pour respecter le frein à l'endettement, Romano Prodi donne sa bénédiction aux pays qui ne tiennent pas le Pacte de stabilité européen.

«**L**e Pacte de stabilité est un instrument stupide comme toutes les décisions qui sont rigides» a déclaré Romano Prodi, président de la Commission de Bruxelles pour justifier les déficits budgétaires de la France et de l'Allemagne. Les deux pays piliers de l'Europe ne parviendront pas à limiter leurs déficits publics à 3% du PIB, objectif imposé par le Pacte de stabilité qui lie les membres de l'Euro. Une maîtrise des dépenses publiques de douze États membres n'est certes pas une exigence stupide pour piloter le niveau de leur monnaie commune. Mais Prodi voudrait que l'instrument soit plus souple et puisse tenir compte des fluctuations conjoncturelles. Le mauvais climat économique devrait autoriser des entorses à la règle.

Plus souple, le frein aux dépenses voté il y a dix mois par le peuple suisse, dit vouloir respecter les exigences de la conjoncture. La Confédération doit at-

teindre l'objectif de l'équilibre budgétaire sur le long terme. Lorsque la croissance est supérieure à la moyenne, le niveau des dépenses doit être inférieur aux recettes et l'État doit créer des réserves. À l'inverse, les déficits sont autorisés dans les années difficiles à condition qu'ils soient comblés par des excédents dans les années favorables.

Ces principes, en apparence d'une grande sagesse keynésienne, doivent s'appliquer pour la première fois au budget 2003. Et c'est déjà l'impasse. En août, Kaspar Villiger présentait un budget équilibré. Deux mois plus tard, le projet ne tient plus la route. Le ralentissement économique, plus marqué que prévu, entraînera une baisse des recettes fiscales estimée à un milliard de francs et générera un déficit équivalent. En application du mécanisme du frein à l'endettement, les déficits sont possibles mais pour un montant de 320 millions seulement. Kaspar Villiger doit

donc tailler dans le vif.

Nous en sommes là. Alors que l'on ne parle que de ralentissement économique et de progression du chômage, l'État central doit apporter sa pierre au ralentissement conjoncturel en diminuant ses dépenses. Le bel instrument souple et raisonnable du frein aux dépenses vendu l'an passé au peuple suisse se révèle d'une rigidité qui n'échapperait pas aux critiques de Romano Prodi. Le Parlement qui doit voter le budget en décembre prochain se trouve confronté à un pénible dilemme: violer un texte constitutionnel adopté massivement à 85% ou freiner encore une conjoncture anémique.

Le budget est le lieu de tous les arbitrages, un acte politique par excellence. La volonté de le gérer par des automatismes financiers est partout un échec. Le frein aux dépenses n'est en définitive qu'une vaine et lâche tentative des politiques de fuir leurs responsabilités. *at*

Entreprise

Le café à tout prix

Starbucks Coffee Company s'installe à Lausanne. La filiale du groupe américain emploiera 22 personnes et sera responsable de l'achat du café pour tous ses points de vente: 5000 dans le monde. L'annonce a suscité l'enthousiasme des responsables économiques du canton de Vaud. Le secteur alimentaire en plein essor aura tout à gagner de la présence de cette société. Annoncée sans battage publicitaire, rien à voir avec la campagne menée par la FNAC, l'arrivée de Starbucks s'est faite en catimini. La discrétion était de mise. C'est vrai qu'il ne s'agissait pas de lancer un su-

permarché du livre et du multimédia, mais de renforcer les synergies entre les différentes activités de l'entreprise en Europe.

Cependant, au même titre que d'autres marques mondialisées, le géant du café impose aux États-Unis des conditions de travail aux antipodes de l'image familiale dont il abreuve ses clients. Exclue de ses usines et ses magasins, les syndicats font de la figuration. Certes, la Suisse et Lausanne offrent d'autres garanties aux travailleurs et il est fort probable que leur situation sera meilleure que celle de leurs collègues d'outre-atlantique. *md*